

## Quel avenir pour la Biélorussie en Europe?

### *Entre l'Union européenne et la Russie*

Depuis la fin de la Guerre Froide, la carte politique de l'Europe est en pleine réorganisation. La chute de l'empire soviétique en 1990 a entraîné la souveraineté réelle des Etats de l'Europe centrale et orientale. L'Union Soviétique ne pouvait et ne voulait plus dominer ses anciens Etats satellites. La chute de l'URSS géopolitique a donc ouvert un processus bouleversant pour l'Europe politique. Les Etats de l'Europe centrale et orientale ont pu, plus au moins librement, choisir d'adhérer au groupe des Etats occidentaux, qui se sont organisés avec l'Union Européenne, ou de rester liés à la région où la Russie exerçait autrefois son hégémonie. Une grande mobilité politique a pu être observée dans les relations internationales.

Cette situation a créé une Europe divisée en trois grandes zones politiques qui sont globalement incarnées par : 1) La Russie, 2) l'UE et 3) une « zone grise » qui marque la dernière frontière de l'Europe. Elle sépare l'Europe occidentale de la Russie. Sur cette frontière se trouvent l'Ukraine, la Moldavie, les Etats du Caucase et la Biélorussie. Les Etats évoqués ont du mal à se positionner clairement dans une des autres zones. Cette vision de l'Europe renvoie à l'idée d'une Europe bipolaire et correspond à la perspective de la Guerre Froide. Bien que ce concept puisse sembler vieux et démodé, il reste le plus utile pour résumer la situation géopolitique du continent. L'Europe a été et reste marquée par un antagonisme entre d'un côté les valeurs occidentales, comme la démocratie et les droits de l'homme ou l'économie de marché, et de l'autre les traditions politiques, sociales et économiques russo-soviétiques. S'y ajoute la simple concurrence entre les intérêts géostratégiques des Etats occidentaux et la Russie.

Il est évident que la zone grise entre la Russie et l'UE est extrêmement intéressante d'un point de vue politique, stratégique et économique. Les Etats de cette zone représentent des enjeux principaux pour les relations internationales en Europe. Leur orientation géopolitique, donc leur préférence pour l'UE (capitaliste, démocratique) ou pour la Russie (économie de marché avec forte intervention d'Etat, démocratie dirigée) ont par exemple un impact fort sur les enjeux suivants : la promulgation du capitalisme, de la démocratie et des droits de l'homme, l'ouverture des nouveaux marchés, l'approvisionnement et la sécurité d'énergie et les flux migratoires en Europe. La « zone grise » est devenue un terrain d'intervention vive



pour l'UE, les Etats membres et leurs compagnie, mais aussi du côté russe, qui considère ces Etats comme des étrangers proches. La plupart des Etats de cette zone et leurs sociétés sont profondément divisés sur la question de l'orientation ; c'est le cas de l'Ukraine, de la Moldavie ou de la Géorgie. Ils souffrent de conflits politiques internes violents.

La Biélorussie est un Etat particulièrement intéressant dans cette région. D'une part, elle a cherché la proximité de la Russie comme aucun autre Etat de la CEI ou de l'ancien pacte de Varsovie. La Biélorussie et la Russie ont même formulé l'objectif de créer une union d'Etats qui couvrirait le domaine économique et les relations extérieures des deux Etats – un projet qui touche aux compétences régaliennes. Cette stratégie politique de Minsk s'explique à la fois par des liens étroits, culturels, historiques, linguistiques et démographiques mais aussi par les dépendances économiques et politiques. Du fait de l'abolition de la démocratie par le régime autoritaire du Président Loukachenko en 1996, la question de l'orientation politique ne s'est pas développée selon une ampleur comparable à celle qu'elle a prise en Ukraine par exemple.

D'un autre côté, on a pu constater un éloignement considérable de la Biélorussie de la Russie. De nombreux conflits politiques et économiques importants sont apparus entre les deux alliés. Ils s'articulent autour de l'accès facile de la Biélorussie aux matières premières russes, autour des gazoducs et oléoducs qui couvrent la plupart des exportations énergétiques de la Russie vers l'UE, et autour de la souveraineté de la Biélorussie dans une éventuelle union avec la Russie. Le déclenchement de la dispute a été le conflit de gaz en 2004 entre les deux pays.

Bien que le régime de Loukachenko soit économiquement très dépendant de la Russie, il s'en distance de plus en plus. Comme le pays ne respecte pas les droits de l'homme et des citoyens ou des valeurs démocratiques, l'UE ne l'a pas intégré dans ses programmes principaux d'aide aux voisins et a fortement limité son contact avec la dictature. Il en va de même pour les Etats-Unis. La Biélorussie et la dictature de Loukachenko doivent sortir de cette dépendance et de cette isolation politique qui progresse pour éviter une crise économique et par la suite la chute du régime. Une solution logique serait la multiplication des contacts avec l'autre grand voisin de la Biélorussie – l'UE.

La problématique de cet article résulte de cet état de fait. La dictature biélorusse se trouve dans une impasse politique et économique. Elle doit redéfinir ses relations avec sa grande sœur la Russie et par conséquent également repenser ses relations avec l'UE. Comme l'orientation de la Biélorussie représente pour Moscou et Bruxelles un enjeu, nous pouvons

attendre des réponses vives des deux côtés. L'intérêt principal des trois parties est évidemment l'infrastructure énergétique en Biélorussie. Mais la question du régime politique représente aussi un enjeu majeur. Le projet de l'intégration européenne s'inscrit dans une logique de promotion de la démocratie et des droits de l'homme. Comme la Biélorussie représente la dernière vraie dictature autoritaire européenne, l'UE a identifié la Biélorussie comme un enjeu important pour la crédibilité de sa politique.

**Ainsi, comment se modifieront les relations entre l'UE et la Biélorussie dans l'avenir et où se positionnera le pays en Europe ?** Pouvons-nous attendre un rapprochement, voire une intégration de la Biélorussie dans l'UE ? Comment se positionnera-t-elle face à la Russie ? Qu'est ce que cette réorientation de la politique extérieure de la Biélorussie signifie pour la dictature de Loukachenko et la démocratie dans le pays ? Si nous parlons d'un rapprochement entre Bruxelles et Minsk, nous comprenons ici toujours une amélioration relative de la situation démocratique et du respect pour les droits de l'homme. Pour examiner les questions évoquées, il est nécessaire d'évaluer les liens culturels, entre la Biélorussie, la Russie et l'Europe occidentale, la situation économique et politique en Biélorussie, la mondialisation économique et son impact sur la Biélorussie et finalement les politiques russes et européennes face à la Biélorussie. Nous envisagerons donc la situation actuelle dans le pays, les intentions de la Russie et de l'UE en Biélorussie et nous essayerons de développer une hypothèse pour l'avenir du pays. Pour bien comprendre cet article, il faudra toujours garder en tête le caractère hypothétique des conclusions et conseils qui en ressortent.

### **Où la Biélorussie se positionne-t-elle en Europe ?**

*Proximité culturelle et sociale entre la Biélorussie et la Russie et contexte historique – Quel impact sur l'avenir du couple ?*

Pour comprendre la Biélorussie et sa politique extérieure, il faut prendre en compte sa culture, ses traditions, sa langue et son histoire. Ces facteurs sont très importants pour la perception et l'auto-perception de la jeune nation.

**Les racines de l'Etat et du peuple :** La Biélorussie, la Russie et l'Ukraine sont des Etats frères. Ils sont les successeurs de la Rus de Kiev qui existait entre le IX<sup>ème</sup> et XIII<sup>ème</sup> sur

leurs territoires et qui représente le premier Etat des slaves occidentaux. Entre le XIV<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup>, le pays faisait partie du double-Etat Pologne-Lituanie. A partir de la deuxième division de la Pologne en 1793, il fut pour 200 ans une province de l'empire tsariste et soviétique russe (à l'exception de la période de 1918 à 1920 où il fut un protectorat de l'Allemagne). Bien que les Bolcheviks aient fondé en 1920 la République Soviétique Biélorusse au sein de l'URSS, le pays était resté *de facto* un territoire administré et gouverné par Moscou.<sup>1</sup> Pendant la Seconde Guerre mondiale le pays fut dévasté par les batailles entre les armées allemandes et russes. Pendant la Guerre froide, la Biélorussie fut d'une importance stratégique énorme. Pendant les 40 ans de Guerre froide, il y avait en moyenne 1 soldat pour environ 45 civils en Biélorussie. C'est le ratio le plus élevé sur tout le territoire du pacte de Varsovie. Dans la République Soviétique Russe, le ratio était d'environ 1 soldat pour 648 civils.<sup>2</sup> La présence massive de l'Armée Rouge et l'importance stratégique du pays ont entraîné une politique de russification sans comparaison dans le bloc des pays de l'est. La langue biélorusse, qui est très proche de la langue russe, était quasiment effacée dans la vie publique. Elle était considérée comme une langue barbare et antisoviétique. De même pour les traditions et la culture biélorusses. Cette politique de russification était accompagnée d'une immigration forte des Russes pour la reconstruction et l'industrialisation de la République. Contrairement à la République Soviétique Ukrainienne, la société biélorusse ne développait aucun esprit national, ce qui était aussi l'objectif de la politique soviétique.<sup>3</sup> Au cours de l'année 1990 et dans le contexte de la pérestroïka, les voisins baltes puis la République Soviétique Ukrainienne ont déclaré leur indépendance de l'URSS. La Biélorussie a suivi ces exemples et s'est déclarée indépendante le 25 août 1991. Mais c'est seulement avec la déclaration jointe de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie sur la fondation de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) en décembre 1991 que la dissolution de l'URSS et l'indépendance réelle du pays ont été achevées.<sup>4</sup> La « préparation politique » de l'indépendance n'était pas très développée en Biélorussie en comparaison des autres Etats évoqués. La société civile biélorusse s'était mobilisée pour la première fois en 1988 contre le pouvoir central soviétique. Dans la région de Minsk, on avait trouvé les corps de 30 000 Biélorusses fusillés sous Staline. Comme le crime relevait d'une logique ethnique, il incitait des réactions vives dans la société. En 1989, le mouvement « antisoviétique » ou « antirusse » au sein de la société biélorusse a été renforcé par la publication des dommages causés par la catastrophe de Tchernobyl en 1986. Jusqu'à ce point, les leaders de l'URSS faisaient tout pour cacher cette tragédie qui avait frappé la Biélorussie bien plus fortement que l'Ukraine. Le gouvernement soviétique a pris des mesures de décontamination seulement en

1989. sachant que 23% du territoire et 2,2 millions d'habitants avaient été contaminés par la catastrophe, la société biélorusse avait l'impression que Moscou ne s'intéressait pas à la Biélorussie. Bien que les deux évènements n'aient pas créé immédiatement un esprit national, ils ont causé une mobilisation, qui peut être considérée comme la première articulation politique indépendante d'un peuple biélorusse depuis la fondation de la République Soviétique Biélorusse.

Après l'indépendance du pays par rapport à l'URSS, celui-ci se trouvait donc dans une situation de désorientation. Il n'existait pas de vrai peuple biélorusse, le pays était fortement russifié et la langue était presque oubliée, mais en même temps, le pays avait demandé la souveraineté. Le premier gouvernement biélorusse sous Wjatschaslau Kebitsch a cherché dès le début la proximité de la Russie et a suivi les attentes de la population. La population a perçu la chute de l'URSS comme une déstabilisation de la vie sociale. Le régime de Loukachenko, qui existe depuis 1996, tente de préserver cette situation. Le Président Loukachenko et son homologue russe ont publié en 1999 une déclaration sur la création d'une union entre les deux Etats qui devrait intégrer la politique monétaire, économique et les affaires étrangères. Le régime de Loukachenko oppresse encore la langue biélorusse et maintient le russe comme langue officielle.<sup>5</sup> Par conséquent, les chaînes biélorusses et la plupart des journaux publient en Russe et non en biélorusse. La Russie soutient cette politique. Moscou considère la Biélorussie principalement comme une province.<sup>6</sup>

Ce qui est intéressant à l'aune de notre question de départ, « Comment la Biélorussie se positionnera-t-elle dans l'avenir en Europe pour sortir de son isolation » ? La Russie et la Biélorussie sont les descendants de la Rous' de Kiev et se considèrent avec l'Ukraine comme les représentants de la civilisation slave orientale. L'idée d'appartenir à une famille est très répandue parmi les Russes et les Biélorusses. De même pour les langues. La politique d'oppression des spécificités biélorusses et de la russification par l'URSS a renforcé les liens. La proximité culturelle et linguistique est logiquement accompagnée par une interpénétration démographique des deux peuples. Beaucoup de Russes et de Biélorusses vivent ou possèdent des parents dans l'autre pays.

En discutant la question d'un rapprochement de la Biélorussie avec l'UE et donc l'éloignement du pays de la Russie, nous devons toujours garder en tête les relations diverses et particulièrement proches au niveau individuel, familial, social et culturel.

*Le régime Loukachenko et la société biélorusse – Quelle position face aux voisins ?*

Après avoir examiné la genèse nationale biélorusse, il faut se concentrer sur la Biélorussie d'aujourd'hui en 2008. Pour savoir dans quelle direction le pays s'orientera dans les 20 à 30 ans à venir, nous devons nous interroger sur la position officielle du gouvernement face à la Russie et à l'UE, mais aussi sur celle de l'opposition, de la société civile et du peuple. Comme le pays est une dictature clairement autoritaire – la dernière en Europe – la séparation entre sphères officielle et non officielle est extrêmement important pour saisir la multitude des positions. En outre, il est essentiel de s'interroger sur la question de savoir quelle position primera à moyen terme (20-30 ans). Nous commencerons d'abord par envisager la politique officielle du régime de Président Loukachenko et examinerons ensuite les positions des représentants connus de l'opposition et de la société civile.

**Le régime de Loukachenko en grand écart ?** La position du régime d'Alexandre Loukachenko concernant la question de l'orientation du pays est à la fois simple et complexe. Officiellement, le gouvernement s'est prononcé pour **un ordre multipolaire** dans le monde et en Europe. Il suit la politique de « multi-vectorialité » qui signifie la volonté d'établir de bonnes relations avec une multitude d'Etats. Les déclarations officielles biélorusses soulignent que la Biélorussie serait un pays non-aligné.

**Le régime et la Russie :** la réalité de la politique biélorusse ne correspond pas à cette doctrine. Depuis l'élection de Loukachenko comme Président en 1994, le pays est proche de la Russie et critique fortement les Etats occidentaux. Le 2 avril 1997, les deux pays ont signé un traité sur la fondation d'une Union (équivalant à une communauté internationale, intergouvernementale) entre les deux Etats.<sup>7</sup> Le projet a été repris par la signature du « **Traité sur l'Union** » au 26 janvier 2000, qui indique la fondation d'un Etat-Union par les deux républiques. Les traités prévoient l'harmonisation et l'intégration progressive des économies et systèmes financiers des deux pays. Il prévoit également l'introduction d'une monnaie commune. La réalisation de cette étape pose des problèmes politiques considérables. La Russie demande que la Banque centrale russe soit la seule autorité d'émission de la monnaie commune. La Biélorussie refuse cette demande avec véhémence. Elle n'est pas prête à accepter une telle perte de souveraineté. Un autre objectif de l'Union est l'harmonisation des politiques des affaires étrangères et de la protection des frontières. Dans ce cadre, des consultations régulières sont organisées. La valeur politique concrète des consultations est minimale. Le traité prévoyait l'adaptation d'un Acte Constitutionnel jusqu'en 2002 par le

« Conseil d'Etat » de l'Union. En 2005, une commission mixte dirigée par le Président de la Douma et du parlement biélorusse a finalement rédigé l'Acte Constitutionnel, mais sans lancer le processus de ratification par un référendum dans les deux pays. Le traité signalait pour l'année 2006 des élections pour le parlement de l'Union. Les élections ne se sont pas encore déroulées. Le projet de l'Union n'est pas encore politiquement enterré, mais il n'est plus vivant non plus.<sup>8</sup>

Généralement, nous pouvons donc constater que la Biélorussie cherche la proximité de la Russie. L'Union et l'acceptation d'une présence massive de l'armée russe sur le territoire biélorusse le démontre d'une façon impressionnante. En revanche, le projet de l'Union éclaire aussi quelques problèmes fondamentaux dans les relations entre les deux Etats.

Il existe un clivage important entre les visions russe et biélorusse de cette Union. Le Président Loukachenko défend une vision étrange, soviétique de l'Union : l'objectif, du côté biélorusse, est de profiter des ressources naturelles, des subventions et de l'accès au marché russe, comme une entité de la Fédération Russe en gardant sa souveraineté et sa marge de manœuvre à l'extérieur (dans le monde) et à l'intérieur. En outre, Loukachenko souhaite une coopération « sur pied d'égalité » - donc une coopération où la Biélorussie et la Russie auraient le même poids décisionnel. Il est évident que cette vision a incité des réactions vives par le grand frère russe. Pour résumer, la Biélorussie attend de la coopération avec la Russie des avantages économiques (accès facilité aux ressources, subventions, etc.) et politiques (comme une coopération à pied d'égalité signifierait indirectement un gain de poids pour la Biélorussie et une perte pour la Russie comme partenaire 14 fois plus grand en terme de population) sans vraiment pouvoir rendre la pareille à la Russie. Le Président Poutine a donc toujours été réticent à la vision biélorusse de l'Union.

Nous voyons donc clairement que la Biélorussie suit un raisonnement économique et politique. La position et la politique de rapprochement s'expliquent par un opportunisme du régime et non seulement par la proximité culturelle. Le gouvernement a bien compris que l'état de l'économie, donc de la société et finalement du régime, dépendent des subventions et cadeaux russes (voir plus loin). La leçon que nous pouvons en tirer est donc que les motivations du régime sont avant tout pratiques, ce qui donne à l'UE la possibilité d'influencer la Biélorussie par une politique de rapprochement.

Le conflit de gaz en 2006 et 2007 et la déclaration du Président Poutine d'augmenter les prix du gaz pour la Biélorussie jusqu'à 2011 au niveau des marchés mondiaux et de supprimer toutes les subventions directes ou indirectes (par prix spéciaux) a créé des tensions

considérables entre Minsk et Moscou, ce qui a aussi fortement bloqué la progression de l'Union.

**Le régime et l'Union européenne :** Après avoir étudié la position officielle biélorusse face à la Russie, nous devons nous interroger sur la position du pays face à l'UE. Cette partie sera courte, car le sujet sera développé en profondeur à la fin du mémoire.

Le régime biélorusse a des relations très tendues avec l'UE. Aleksandr Loukachenko est très critique avec les pays et la culture occidentaux, ce qui s'explique par la « vision soviétique » de l'Etat et des enjeux géopolitiques mondiaux. Jusqu'à l'arrivée au pouvoir d'Aleksandr Loukachenko en 1994, les relations étaient bonnes. Le pays était l'un des précurseurs de l'espace postsoviétique dans la coopération avec l'UE. La Biélorussie était partiellement intégrée dans la politique de voisinage. Un « Accord de Partenariat et Coopération » (APC) était prévu. La dégradation de la démocratie, de l'Etat de droit et du respect pour les droits de l'homme a finalement motivé le Conseil de l'UE pour reformuler sa politique. De 1995 à 1997, Bruxelles avait déjà demandé plusieurs fois un dialogue autour de ces problèmes et spécialement de la transgression répétée de la constitution par le Président Loukachenko, mais la Biélorussie ne répondait pas. Le 15 septembre 1997, le Conseil de l'UE a décidé :<sup>9</sup>

- De ne plus communiquer avec la Biélorussie au niveau ministériel,
- D'arrêter le processus de ratification de l'APC,
- De geler le programme intérim pour la préparation de l'APC, tous les programmes d'aide technique (à l'exception des aides humanitaires),
- De ne pas soutenir l'adhésion du pays au Conseil de l'Europe.

Depuis, les relations entre la Biélorussie et l'UE sont pratiquement gelées. Ces décisions sont très fermes (prenant en compte la léthargie relative du Conseil dans le domaine des affaires étrangères) et ont considérablement renforcé la position réticente du régime face à l'UE. Le zénith provisoire des tensions a été atteint lors de l'expulsion des chefs de mission des ambassades occidentales par la Biélorussie au printemps 1998. Cette action a clairement heurté les règles et traités internationaux concernant la diplomatie. La révocation de tous les ambassadeurs européens en fut la conséquence. C'est seulement un an plus tard, en janvier 1999, que les ambassadeurs retournent à Minsk. Depuis, les transgressions de la constitution, les violations des droits de l'homme, et le non-respect pour les valeurs démocratiques se sont considérablement renforcés.

Seulement depuis une dizaine de mois, les tensions croissantes entre la Biélorussie et la Russie et les offres fréquentes de l'UE de renforcer les relations (à la condition d'une amélioration dans le domaine de la démocratie et des droits de l'homme) ont incité le gouvernement biélorusse à repenser sa stratégie et à prendre des mesures de rapprochement.

Après avoir évalué les positions et stratégies de la Biélorussie face à ses voisins, nous devons prendre en compte les positions de l'opposition du régime et du peuple.

**L'opposition et les relations extérieurs :** Comme la Biélorussie est un régime très autoritaire et comme la position du gouvernement et du Président ne reflète pas correctement l'opinion de la majorité des citoyens, les positions de l'opposition biélorusse sont très importantes pour notre question ; elles complètent notre image des orientations de la société biélorusse.

Premièrement nous devons définir l' « opposition ». Les spécialistes de la Biélorussie considèrent un groupe qui s'appelle « Coalition 5+ » comme la représentation la plus importante des forces politiques oppositionnelles.<sup>10</sup> Ce groupe est une coalition, composée de cinq partis politiques : le Front Uni des Citoyens, le Parti du Front Populaire Biélorusse, la *Hramada* Social-démocrate Biélorusse, le Parti Biélorusse de Travail et le Parti des Communistes Biélorusses. La coalition n'est pas stable et souffre de conflits majeurs à l'interne. Les partis ont des programmes politiques très différents. Ils sont partiellement interdits ou les leaders sont emprisonnés. Il est donc difficile d'acquérir une impression réaliste de l'opposition. Il est intéressant que trois des cinq partis évoqués soient généralement pro-occidentaux. Ils luttent pour une Biélorussie démocratique. Ils se sont prononcés pour l'adhésion de la Biélorussie à l'OTAN et à l'UE. Il y a donc une partie importante de l'opposition qui veut mener le pays vers l'UE. Il y a des groupements actifs en Biélorussie qui répondent aux appels de l'UE et peuvent devenir une cible privilégiée pour une politique européenne de rapprochement.

Le plus intéressant et le plus difficile à mesurer est sûrement l'orientation du peuple, donc de l'opinion publique. Bien que le pays soit une dictature, l'opinion publique encadre partiellement la marge de manœuvre.

**Une société pro-russe ou plutôt pro-européenne ?** Il existe un sondage (réalisé d'une façon plus ou moins libre) sur l'orientation des Citoyens biélorusses. Les chiffres obtenus donnent une impression de l'orientation des citoyens, même si le sondage date de 4 ans. Il a produit les résultats suivants : <sup>11</sup>

- 33% de la population biélorusse se voyaient comme *Européens* (en Ukraine et Russie seulement 25%)
- 59% soutenaient l'adhésion à l'UE (en Ukraine 54% et en Russie 56%)
- 22% soutenaient l'adhésion à l'OTAN
- 52% souhaitaient des bonnes relations avec la Russie et l'UE
- 6% se prononçaient pour un attachement exclusif à l'UE
- 31% souhaitaient un tel attachement exclusif à la Russie

Que pouvons-nous en conclure ? L'image qui se présente est étrange. 33% de la population se voient comme Européens, mais plus presque 60% soutiennent une adhésion à l'UE. Et presque un tiers souhaite l'attachement exclusif à la Russie. Le message de base des chiffres est donc : la population biélorusse n'est majoritairement pas contre l'UE, comme le Président Loukachenko. En revanche, il y a une partie importante qui est fortement pro-russe. Etre pro-russe ou pro-européen n'est pas forcément une opposition dans les yeux des Biélorusses. La population accepterait probablement une politique pro-européen et pro-russe. Il est désormais incontournable que la majorité de la population biélorusse soutient fortement le régime de Loukachenko, y compris la politique extérieure du Président. Ce soutien est sûrement lié au fait que Loukachenko a su protéger son pays des conséquences les plus dures de la transition économiques des ex républiques soviétiques.

La conclusion de la partie sur la position et opinion du régime, de l'opposition et du peuple doit être qu'un rapprochement est faisable. Il n'existe pas d'obstacle définitif idéologique (gouvernement, opposition) ou d'opinion publique. En outre, la partie a souligné l'importance des questions pratiques dans l'orientation du régime. La politique étrangère biélorusse est dominée par des question économiques et d'influence politique. La leçon est donc que si les tensions entre la Russie et la Biélorussie subsistent et si l'UE développe une politique attirante, un rapprochement semble possible.

La stratégie la plus simple pour un tel rapprochement est sûrement l'intensification des relations économiques. L'échange économique est la meilleure stratégie pour créer des contacts intenses et difficilement irréversibles sur un niveau individuel. Il entraîne donc une exportation des valeurs « économiques » (plus d'économie de marché, moins d'influence d'Etat) et sûrement aussi des idées démocratiques. La partie prochaine se portera donc sur la situation économique de la Biélorussie. Une analyse politique en fonction de notre question de départ sera présentée dans la partie finale.

*L'économie biélorusse en dépendance de la Russie*

Pour commencer il faut d'abord présenter la **situation globale de l'économie**. La Biélorussie est traditionnellement une des riches républiques de la région. Dans l'URSS, elle était un centre industriel moderne, spécialisé dans la raffinage des matières premières venant de la République Soviétique Russe. Après la chute de l'URSS, la phase de récession était plus courte que dans les autres républiques de la CEI. Dès 1996 l'économie biélorusse recommençait à croître. En 2005 le PIB a atteint 121% du PIB de 1989. La moyenne des Etats CEI n'a atteint que 89% des PIB de 1989.<sup>12</sup> En 2006 le PIB par tête était de 5852€ (en comparaison : Ukraine - 3944€, Russie - 5550€).<sup>13</sup> Le taux de croissance de l'économie est surprenant pour un pays qui n'a pas fondamentalement réformé ses structures économiques depuis la fin de l'URSS. En 2006, l'économie biélorusse a crû de 9,9% et en 2007 de 8,2%. En 2005, officiellement, 3% de la population active était en chômage ; 7,5% de la population travaille dans l'agriculture, 27% dans l'industrie et 60% dans les services.<sup>14</sup> L'Etat garde une influence énorme sur l'économie. Il possède 80% des moyennes et grandes entreprises. L'Etat et le régime Loukachenko sont donc au cœur du système économique du pays. Le Président appelle le système économique du pays un « socialisme de marché ».<sup>15</sup>

Comme la Biélorussie a rencontré moins de problèmes que ses voisins au cours des années 1990, elle a rarement entrepris des réformes économiques et sociales. Il en résulte que la structure économique et commerciale du pays ne s'est pas fondamentalement modifiée depuis 1989. L'absence des réformes s'observe à travers deux grands effets sur le pays : premièrement l'absence d'une ouverture capitalistique dans le secteur financier cause une pénurie de capital frais et dur (dollars, euro) et évite la modernisation des entreprises. Par conséquent les technologies de production sont trop vieilles pour atteindre une qualité compétitive sur les marchés développés occidentaux. Le commerce extérieur biélorusse se déroule par conséquent largement avec les marchés partenaires traditionnels (la Russie et les autres républiques de la CEI). Deuxièmement, l'absence des réformes bouleversantes, la forte concentration sur la Russie comme partenaire économique principal et la volonté de maintenir le système de sécurité sociale soviétique ont évité que l'économie et la société biélorusse soit si fortement touchées par la transition socio-économique comme les autres Etats CEI. Il en résulte un soutien considérable pour le régime Loukachenko qui trouve sa base dans la population rurale pauvre, mal formée et vieille.

**Les clés de réussite de l'économie biélorusse :** Comment les économistes expliquent-ils la bonne performance économique biélorusse ? Ils ont identifié deux grands facteurs :<sup>16</sup>

**L'influence forte de l'Etat :** L'implication directe de l'Etat dans l'économie a évité un choc économique majeur comme les autres pays de la CEI l'ont vécu au cours des années 1990. L'implication forte de l'Etat entraîne un bon accès des entreprises aux crédits bon marché et un niveau élevé des subventions. Egalement, il assure une augmentation considérable des revenus pour la population. L'absence d'une grande vague de privatisation des entreprises d'Etat depuis la chute de l'URSS a évité la création des structures oligarchiques, comme en Russie et en Ukraine.

**L'échange intensif avec la Russie :** ce facteur se décline en quatre aspects :

Comme partenaire privilégié de Moscou, la Biélorussie a reçu le gaz et le pétrole aux **prix favorables**. Au printemps 2006 le pays a payé 27\$ pour un baril de pétrole (environ 60 – 75\$ au marché mondial) et 47\$ pour 1000m<sup>3</sup> de gaz. Il a acheté deux fois plus que sa propre consommation. La Biélorussie a raffiné et revendu ces capacités à l'UE. Cette pratique des prix favorables correspondait à une subvention de plus que 4 milliards de dollar en 2006 (étant donné que le PIB biélorusse est de 23 milliard, il s'agit d'un soutien très important de 17%). Depuis la dispute de 2007 sur une augmentation des prix de gaz et de pétrole, ce pilier économique essentiel commence de plus en plus à vaciller. Le résultat provisoire des négociations était une augmentation énorme des prix pour la Biélorussie. En 2007 elle a payé 100\$ pour 1000 m<sup>3</sup> de gaz. Jusqu'en 2011 la Russie vise à augmenter les prix pour la Biélorussie au niveau mondial.

La Biélorussie gagne encore beaucoup d'argent avec les **frais de transit** pour les livraisons de gaz et de pétrole vers l'UE. Bien qu'un résultat des négociations de 2007 avec la Russie était la vente partiel de *Beltransgaz* (compagnie d'Etat qui tient les gazoducs et oléoducs biélorusse pour le transit vers l'UE), le pays en profite encore. Avec la construction du gazoduc « Nordstream » ce deuxième pilier pourrait tomber.

L'économie d'Etat biélorusse vend la plupart de ses exportations en Russie. Par l'union douanière et le soutien direct russe pour l'Etat biélorusse, ces produits possèdent un **avantage comparative sur le marché russe**. Les produits exportés (machinerie et produits métaux) sont généralement bon marchés, mais d'une qualité inférieure en comparaison des produits occidentaux. Avec conjoncture impressionnante en Russie et l'augmentation progressant du niveau de vie et du revenu moyen des Russes, il est fort probable, que la Biélorussie perdra ce marché, si elle n'investit pas dans l'amélioration de la qualité de ces produits d'exportation.

Dans ce contexte il est particulièrement intéressant de présenter brièvement les relations commerciales du pays. Elles nous indiquent l'ouverture du pays et son orientation et changement d'orientation.

**La structure commerciale biélorusse** : Les importations viennent à 72% des Etats CEI. Dans ce groupe la Russie est de loin le plus grand exportateur (94%). En 2005, 60% des importations totales venait de la Russie et seulement 21% de l'UE. Il est intéressant que la part des importations venant de la CEI augmentait de 12% de 1995 à 2005.

En 2002, 40% des exportations totales biélorusses allaient en Russie, 50% vers les autres républiques CEI. Les structures commerciales se changent graduellement. En 2005, déjà 44% des exportations sortaient vers l'UE. Les produits vendus à l'étranger sont principalement : des machines, produits pétroliers et métaux. Le commerce biélorusse avec l'UE consiste principalement des produits pétroliers.<sup>17</sup>

Cette partie est intéressante pour nous. Elle nous a démontré que la Biélorussie et son régime dépendent fortement du marché russe et des subventions russes. Egalement, que Minsk est forcée de réorienter son économie, dans la mesure où Moscou lui réduit progressivement son soutien économique. L'économie doit donc se moderniser et diversifier sa structure commerciale concernant ses partenaires. Comme le pourcentage du commerce biélorusse avec l'UE a crû plus fortement que celle des autres partenaires, il semble qu'une fenêtre d'opportunité soit obtenue. Le pays doit se réorienter et cherche maintenant la bonne stratégie pour entrer en contact avec d'autre Etats et marchés. L'UE doit donc mener maintenant une politique proactive, réaliste et centrée sur les mesures économiques, si elle veut mener la Biélorussie vers l'Europe, vers plus de démocratie et vers le respect pour des droits fondamentaux individuels. Pour évaluer l'orientation future de la dernière dictature européenne, il faut maintenant prendre en considération le développement, les positions et les stratégies politiques des voisins : la Russie et l'UE.

### **Quelles stratégies des voisins pour attirer la « Biélorussie non alignée » ?**

La deuxième grande partie de l'article est plus analytique et prospective que la première. Nous regarderons la politique russe et européenne face à la Biélorussie. Comme le pays est

étroitement lié à la Russie dans ce moment, il faut commencer avec la politique russe pour comprendre ses objectifs, actions et logique.

*Une politique russe incohérente et improductive ?*

Sous le Président Poutine, la Russie a développé une « *Realpolitik* » – une politique réaliste – concernant ses objectifs dans la politique étrangère. La Russie suit clairement une stratégie d'incorporation glissante et calme de la Biélorussie dans la sphère d'intérêt russe. Moscou a donc revu les plans d'une Union avec le petit voisin et essaye de réaliser l'intégration des deux pays par le renforcement de la dépendance économique et politique de la Biélorussie. Pour comprendre la position de Moscou nous devons analyser les objectifs des Russes en Biélorussie.

**Les motivations et enjeux** sont diverses : Le pays est intéressant grâce à sa position géopolitique entre l'UE et la Russie. Elle représente une zone tampon – une notion qui depuis des centaines d'années au cœur de la politique étrangère russe.

En outre les gazoducs et oléoducs les plus importants pour l'exportation russe vers l'UE traversent le territoire biélorusse. En 2005, environ 30% du gaz exporté vers l'UE par Gazprom est passé par la Biélorussie. Le statut de la Biélorussie comme pays de transit a été souligné par les investissements dans le gazoduc « Yamal » à la fin des années 1990. Gazprom, des partenaires allemands et polonais ont investi environ 4 milliards de dollars pour augmenter la capacité du gazoduc.<sup>18</sup> Le message était que Gazprom juge la Biélorussie comme pays sûr pour réaliser ses exportations, contrairement à l'Ukraine. Comme Gazprom et le gouvernement russe sont très proche, nous pouvons en lire l'intérêt énorme du côté de la Russie.

Troisièmement, la Russie veut créer un exemple positif pour le rétablissement des relations proches et constructives (à ses conditions) entre les anciennes républiques soviétiques (l'étranger proche) et la Russie. L'Union entre la Biélorussie et la Russie a été pensée par la Russie comme un projet précurseur pour la création d'un Etat-Union avec plusieurs autres républiques, comme l'Arménie, l'Ouzbékistan ou le Kirghizstan. Il s'agit donc de la volonté de reconstruire partiellement l'empire russe-soviétique.

**Les conflits de gaz** : les événements les plus marquants des dernières années dans les relations Russie-Biélorussie sont les conflits de gaz en 2004 et en 2006/2007. Il faut comprendre ces conflits pour interpréter la politique russe.

Le contexte était le suivant : la demande de Gazprom de repayer les dettes accumulées par la Biélorussie ; la tentative de Gazprom d'assurer son infrastructure d'exportation par le rachat de *Beltransgaz* (pour éviter l'instrumentalisation des gazoducs biélorusses contre Gazprom) ; et le conflit entre la Russie et la Biélorussie sur les droits de douanes communs (la Biélorussie pratiquait au sein de l'union douanière un tarif réduit d'exportation pour des produits pétroliers. Par conséquent, les compagnies russes exportaient par la Biélorussie, ce qui signifiait une perte d'environ 2,5 à 3 milliards de dollars par an entre 2005 et 2007 pour la Russie). Gazprom demandait plusieurs choses : le remboursement des dettes ; une augmentation des prix au niveau européen ; une participation de 50% à *Beltransgaz*. La Russie demandait de monter les tarifs douaniers non loyaux au traité d'union.<sup>19</sup>

Il n'est pas l'objet de ce mémoire et de cette partie de retracer les détails du conflit du gaz entre les deux Etats et Gazprom, mais de comprendre la logique russe derrière ses actions. Gazprom et le Kremlin savaient très bien que l'augmentation des prix de gaz et de pétrole représentait un péril sérieux pour l'équilibre économique et donc pour la stabilité du régime. Nous devons retenir que la Biélorussie était retardataire quant au remboursement de ces dettes et violait certaines prévisions du traité sur l'union avec la Russie, notamment les clauses sur les douanes communes. Elle en tirait un profit énorme et au détriment de la Russie ce qui provoquait donc une réponse ferme du côté russe.

Mais la réponse « ferme » de la Russie ne manque pas d'étonner. L'objectif n'était pas de remettre la Biélorussie à sa place – celle du partenaire junior – mais de changer la base et la nature des relations entre les pays. Poutine ne voulait plus subventionner ce régime et le montrait d'une façon très inquiétante pour le régime de Loukachenko. L'annonce d'une augmentation soudaine du prix du gaz de 47\$ à 230\$ pour 1000m<sup>3</sup> de gaz en 2006 a été un choc considérable, étant donné que l'augmentation des prix de pétrole et de gaz mettait en question la structure économique biélorusse. Dans une déclaration de 2006 Poutine soulignait le fait qu'il désirait arrêter les subventions massives pour la Biélorussie. Le résultat des négociations pour la résolution du conflit de gaz en 2007 réalise cet objectif. Jusqu'à 2011, les prix de gaz et de pétrole pour la Biélorussie augmenteront au niveau « européen » (fin 2007 : 230\$). Idem pour le pétrole. Le régime biélorusse sera forcé de réformer fondamentalement son économie, ce qui entraînera sûrement une réduction des services sociaux. Exactement cet effet présente un péril énorme pour le régime de Loukachenko. Le soutien fort pour la dictature de Loukachenko par le peuple biélorusse s'explique par sa politique économique qui garantissait jusqu'à maintenant la sécurité économique de l'époque soviétiques.<sup>20</sup>

Le Kremlin force donc la Biélorussie à se reformer. En outre, il démontre l'élite biélorusse la vulnérabilité et la dépendance de l'économie et du régime de la grâce de Moscou.

La politique russe est donc d'un côté compréhensible, comme le Kremlin ne veut plus financer le régime de Loukachenko. D'un autre côté, sa politique est très incompréhensible. L'objectif russe était de lier le pays à la Russie. Le résultat de la politique sera éventuellement une déstabilisation du pays et du régime ce qui peut avoir comme conséquence un dirigeant biélorusse plus pro-occidental qu'Alexandre Loukachenko. L'Ukraine et la Géorgie devraient être des exemples inquiétants pour Poutine et Medvedev. En tout cas la politique incite une ouverture économique du pays vers l'UE.

#### *La politique européenne – quels objectifs et quels standards pour la Biélorussie ?*

Nous avons vu que la politique russe prépare le chemin pour une ouverture économique du pays vers l'UE. Une telle ouverture économique est toujours accompagnée en Europe par l'exportation de la culture et des valeurs occidentales (démocratie, capitalisme, droits de l'homme). Nous allons donc analyser la politique européenne face à la Biélorussie et finalement essayer de donner quelques conseils pour l'avenir.

**Les relations Biélorussie – UE de 1999 à 2006 :** depuis la décision du Conseil des Affaires Etrangères (CAGRE) les relations entre l'UE et la Biélorussie ont été très limitées. Minsk ne profitait pas de la totalité d'aide possible du côté européen à cause des violations graves des principes démocratiques et des Droits de l'homme. L'UE – donc la Commission et les Etats membres – ne finançaient que des programmes d'aide humanitaire ou des projets qui soutenaient directement ou indirectement la démocratisation, les acteurs démocratiques et la société civile de la Biélorussie.<sup>21</sup> L'UE soutenait dans ce cadre des actions pour :

- lutter contre les conséquences sociales de la catastrophe de Tchernobyl en 1986
- garantir un bon approvisionnement des victimes de Tchernobyl avec la nourriture saine
- renforcer la coopération interrégionale et le contact entre les individus (partenariats des villes, amélioration de l'infrastructure transfrontalière)
- améliorer le statut des refuges biélorusses dans l'UE

- garantir le fonctionnement de l'Université Européenne des Humanités qui a été déménagée de Minsk à Vilnius pour éviter la fermeture définitive
- permettre et soutenir financièrement des étudiants biélorusses qui veulent étudier dans l'UE
- l'accès des Biélorusses aux informations non censurées par des émissions en biélorusse (coopération avec BBC et Deutscher Welle)
- Accroître l'activité des ONG démocratiques et sociales.

En outre l'UE a décidé de geler les comptes européens des leaders biélorusses et d'interdire à une trentaine des politiciens biélorusses d'entrer le territoire européen.

Entre 1991 et 2006 l'UE dépensait 230 millions d'euros dans le pays. Les actions et contacts de l'UE avec la Biélorussie se déroulaient dans le cadre du TACIS, d'EIDHR et d'un programme de l'aide décentralisée. Vu la situation critique en Biélorussie, il est difficile d'évaluer les effets des actions et financements.

Généralement, nous pouvons dire que la situation démocratique et le respect pour les Droits de l'homme ne s'est pas améliorée depuis 1997. Il est lié aux difficultés internes et externes qui rencontre l'UE si elle veut définir sa politique face à la Biélorussie et à la protection du régime par la Russie. Comme Moscou a fortement souligné sa domination dans cette région européenne, des actions ou positions fermes face au régime biélorusse provoquerait la Russie. L'UE et les Etats membres ne veulent pas risquer de provoquer le voisin le plus important pour atteindre vite une démocratisation du pays. La position des Etats membres concernant la Biélorussie dépend des relations avec la Russie. Sous cette perspective, il est déjà surprenant que le Conseil ait adopté une position commune face à Biélorussie, mais il s'explique par l'importance mineure du pays pour l'UE.

L'UE a donc une position commune qui reste débattues à l'interne. En outre, personne ne sait comment durablement améliorer la situation démocratique en Biélorussie sans entrer dans un conflit ouvert avec la Russie. Heureusement, la Russie même a redéfini sa politique biélorusse qui a donc ouvert une fenêtre d'opportunité. La rédaction et révision de la politique européenne par l' *European Neighbourhood and Partnership Instrument* (ENPI) en 2007 essaye de la prendre en compte.<sup>22</sup>

**Après 2007 - Une nouvelle perspective par l'ENPI ?** Comme nous avons vu dans la partie précédente, l'UE négligeait complètement la coopération économique comme un instrument d'influence en Biélorussie. L'ENPI se structure autour de deux grandes priorités en gardant

l'objectif d'améliorer la vie des Biélorusses et de renforcer la démocratie. Les deux priorités sont : 1) Développement économique et social, 2) Développement démocratique et gouvernance. De 2007 à 2010, l'UE a prévu des dépenses de 20 millions d'euros (70% pour le développement économique et social ; 30% pour le développement démocratique). L'ENPI intègre donc la coopération économique en se concentrant sur les petites et moyennes entreprises (PME) dans les régions rurales. La Commission a lancé des programmes pour offrir aux PME des informations pratiques et pour transmettre le savoir-faire des PME européennes. La Commission veut également créer des centres d'informations pour les règlements douaniers et standards techniques demandés sur le marché commun européen pour faciliter l'exportation vers l'UE. En outre, il s'y rajoute des programmes pour créer des liens entre les PME des Etats membres frontaliers et les PME biélorusses. L'ENPI a donc reconnu l'importance de l'ouverture économique de Minsk vers l'UE. Une telle ouverture crée des liens individuels et économiques, qui augmentent l'interdépendance.<sup>23</sup>

**La nécessité d'un approche pratique :** si jusqu'à maintenant les actions de l'UE n'ont pas produit des résultats impressionnants sur le plan démocratique, il s'explique par l'importance mineure de l'UE pour la Biélorussie. En renforçant les liens « pratiques », Bruxelles devient plus important et peut donc logiquement mieux influencer le développement du pays. Le moment est venu pour le faire.

Minsk a reconnu l'utilité des bonnes relations avec l'UE et abandonne partiellement son discours anti-européen. En 2007, le vice-ministre des affaires étrangères biélorusse a déclaré lors d'une visite à Bruxelles que l'UE et la Biélorussie devaient renforcer leurs relations pour lutter efficacement contre le trafic humain en Europe et pour améliorer la vie des peuples dans la région. En outre, le régime a libéré une dizaine des opposants politiques pour obtenir une aide financière de l'UE. Les experts de la Biélorussie ont également observé que la police devient enfin moins brutale lors de la dissolution des manifestations d'opposition.

La Biélorussie envoie donc des signes coopératifs qui visent très clairement l'Occident. L'UE doit répondre, mais comment ? Comme le spécialiste Felix Hett de la *Stiftung für Wissenschaft und Politik* de Berlin souligne dans un papier récent<sup>24</sup>, l'UE doit entrer dans un dialogue et une coopération qui se base sur une conditionnalité, mais en évitant toutes allusions de vouloir faire chuter le régime. Le dialogue futur doit se faire par le renforcement de la coopération économique. Une telle dialogue ne met pas directement en question le pouvoir de Loukachenko, crée des liens stables et entraîne une exportation des

normes européennes. Cet instrument est aussi au cœur du concept de Sieglinde Gestöhl sur la « communauté économique de voisinage » (CEV). Il décrit le marché commun comme promoteurs des standards politiques et économiques européens. Le concept souligne que le renforcement du commerce par une zone de libre échange entre l'UE et un Etat tiers soit extrêmement efficace pour créer une convergence politique qui est le but de la Politique Européenne de Voisinage. L'UE dispose des possibilités énormes pour suivre une telle stratégie. Trois Etats membres possèdent des frontières avec le pays. Ces Etats, la Pologne (en 2007, 6,7%), la Lituanie (8,7%) et la Lettonie (10,0%), impressionnent avec un développement économique rapide, ce qui crée des effets positifs pour les Etats aux alentours. Ces Etats ont des relations traditionnellement proches avec la Biélorussie et sont donc potentiellement attirante pour la population du pays. En plus, une telle approche ne provoque pas une confrontation avec la Russie et ne lancerait donc pas de discussion européenne interne.

Quelle perspectives donc pour l'avenir ? L'UE doit chercher de créer des liens économiques. Il faut offrir à la Biélorussie un marché d'exportation qui peut substituer le marché russe. Pour cela, Bruxelles doit renforcer ces programmes et moyens pour la modernisation et réforme capitaliste en Biélorussie. L'UE doit convaincre le peuple et le gouvernement de limiter progressivement l'influence de l'Etat dans l'économie pour laisser aux individus l'initiative et la liberté d'agir. Dans ce moment, Bruxelles peut concurrencer avec la Russie comme modèle, comme les décisions d'exportation sont économiques et non pas politiques.

**Le facteur clé « Russie » :** il faut commencer immédiatement, comme il s'agit aujourd'hui d'une fenêtre de opportunité. Si l'UE attend et demande trop de réformes de la Biélorussie, le pays se rapprochera à nouveau de la Russie, comme elle ne voit pas d'autres possibilités pour son économie et survie politique. Dans ce cas, la promotion des Droits de l'homme, de la Démocratie, de l'Etat de droit et du marché sont improbables, comme la Russie devient de plus en plus un régime autoritaire. Dans ce contexte, on peut attendre plutôt un aggravement de la situation pour le peuple biélorusse. L'exemple « Russie » montre déjà son impact sur la Biélorussie. Loukachenko a juste fondé son parti « *Belaya Rus* » pour mobiliser le peuple. Avant, le régime essayait de dépolitiser le peuple. Le bon fonctionnement de « *Edinaya Rossya* » comme facteur de stabilité a incité Loukachenko de changer sa mode de gouvernement.<sup>25</sup>

La Russie retourne vers un symbolisme et discours politique qui fait référence à l'URSS. La parade militaire avec des armes nucléaires lors du 9 mai 2008 sur la Place Rouge

le souligne. La Russie ne soutiendra aucune réforme à Minsk et défendra l'appartenance de la Biélorussie à sa sphère d'influence, contre toute intervention européenne. Si l'UE veut donc séparer le développement autoritaire en Russie de la Biélorussie, elle faut lancer un ensemble d'actions pour établir des liens avant qu'il ne soit trop tard.

Pour conclure nous pouvons constater que les relations économiques, politiques et culturelles entre la Russie et la Biélorussie sont très intensives. Mais la société et le gouvernement biélorusse ne sont pas exclusivement orientés vers l'est. Le gouvernement mène une politique étrangère pratique qui vise avant tout la stabilisation du pouvoir du régime Loukachenko. Traditionnellement, le régime a cherché la proximité de la Russie pour préserver les liens économiques (par exemple l'Union Russie-Biélorussie), mais aussi pour se protéger contre les demandes et boycotts européennes.

Cette stratégie pourrait changer maintenant. La Russie a coupé la plupart des subventions pour la Biélorussie et crée une situation risquée pour le régime de Loukachenko. Les conflits de gaz ont créé des tensions fortes entre les deux pays. La Biélorussie est forcée de réformer son économie, ce qui pourrait entraîner des réformes politiques. En plus, les dirigeants biélorusses essaient de diversifier les liens économiques et politiques pour diminuer la dépendance de la Russie. L'UE se présente comme l'alternative principale.

Si l'UE veut promouvoir la démocratie, les droits de l'homme et l'Etat de droit en Biélorussie, elle doit saisir la possibilité maintenant. Les tensions entre Minsk et Moscou donnent à l'UE la possibilité d'intensifier les relations avec Minsk et donc d'exporter graduellement ses valeurs. L'UE doit agir vite, comme le développement de la Biélorussie est étroitement lié à celle de la Russie. La Russie devient de plus en plus un Etat autoritaire et reprend progressivement un discours agressif, soviétique concernant les relations extérieures et sa sphère d'influence (la Biélorussie). Si l'UE s'avère attentiste ou n'agit pas de manière décisive, Minsk et Moscou se réconcilieront, ce qui cimenterait la dictature biélorusse et la violation des Droits de l'Homme dans ce pays.

Quelle politique l'UE doit-elle mener ? Elle doit avant tout développer une politique commerciale et économique face à la Biélorussie. Le concept de la CEV se présente comme une stratégie efficace. La Biélorussie cherche la sécurité économique qui est menacé par les coupes russes. L'UE doit fortement soutenir les réformes capitalistes et soutenir les PME biélorusses. En outre, l'UE doit renforcer l'échange entre les marchés et spécialement entre les régions frontalières. Les instruments principaux sont donc des droits de douanes et



barrières commerciales, des fonds pour la modernisation des entreprises biélorusses, le savoir-faire, l'aide pour les entreprises d'exportations. Les actions doivent viser le rapprochement des marchés pour augmenter l'importance de l'UE pour la Biélorussie. Après l'UE peut plus facilement demander des réformes démocratiques.

Quel avenir pour la dernière dictature en Europe ? Si l'UE achève d'établir des relations économiques proches, une certaine démocratisation de la Biélorussie dans les 20 ans qui viennent semble très possible. Si l'UE mène une politique centrée sur la défense radicale des valeurs démocratiques, ce qui serait interprété comme une attaque directe contre le régime de Loukachenko, la fenêtre d'opportunité se refermera et la Biélorussie se rapprochera d'une Russie progressivement dictatoriale.

Pouvons-nous attendre une Biélorussie dans l'UE ? Non, les liens culturels et démographiques entre la Biélorussie et la Russie semblent aujourd'hui trop étroits. Si l'UE se comprend comme une communauté avec une identité propre, la population biélorusse rencontrerait des problèmes à s'intégrer, puisque cela signifierait son exclusion de la sphère russe. La marge de manœuvre concernant le développement du pays dans les 20 ans prochains se limite plutôt sur la question entre une Biélorussie prospère, ouverte et plus ou moins démocratique, et une Biélorussie fermée, autoritaire, pauvres et fortement dépendante de la Russie.

Aujourd'hui, l'UE a la possibilité d'aider le régime à se transformer en un pays plus proche des standards européens, le faisant suivre l'exemple de dictatures comme la Corée du Sud, qui ont pu se démocratiser et se développer en une nation propre grâce au progrès économique.

Johann BASEDOW

Analyste politique pour Euro-Power

<sup>1</sup> p.15, Eberhard Schneider, *Juniorpartner Russlands – Belarus*, in: Infoaktuell, Informationen zur politischen Bildung, ed. Eberhard Schneider, BPB, Bonn, 2006.

<sup>2</sup> pp. 889, STÖKL, *Russische Geschichte*.

<sup>3</sup> pp. 954, Hildermeier, *Geschichte der Sowjetunion 1917-1991*.

<sup>4</sup> p.15, Eberhard Schneider, *Juniorpartner Russlands – Belarus*.

<sup>5</sup> pp.15, Eberhard Schneider, *Juniorpartner Russlands – Belarus*.

<sup>6</sup> p. 30, Breault, Jolicœur, Lévesque, *La Russie et son ex-empire – reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*.

<sup>7</sup> 9/5/08: [www.auswaertiges-amt.de/diplo/de/Laenderinformationen/Belarus/Aussenpolitik.html](http://www.auswaertiges-amt.de/diplo/de/Laenderinformationen/Belarus/Aussenpolitik.html)

<sup>8</sup> pp.15, Eberhard Schneider, *Juniorpartner Russlands – Belarus*.

<sup>9</sup> 10 mai 2008: [www.auswaertiges-amt.de/diplo/de/Laenderinformationen/Belarus/Aussenpolitik.html](http://www.auswaertiges-amt.de/diplo/de/Laenderinformationen/Belarus/Aussenpolitik.html)

<sup>10</sup> pp.15, Eberhard Schneider, *Juniorpartner Russlands – Belarus*.

<sup>11</sup> pp. 22, Eberhard Schneider, *Juniorpartner Russlands – Belarus*.

<sup>12</sup> 10 mai 2008: [http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi\\_csp\\_nip\\_belarus\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi_csp_nip_belarus_en.pdf)Country strategy paper

<sup>14</sup> Mittel- und Osteuropa-Jahrbuch 2007, ed. Ost-Ausschuss der Deutschen Wirtschaft, Berlin, OWC, 2007.

<sup>15</sup> pp. 22, Eberhard Schneider, *Juniorpartner Russlands – Belarus*.

<sup>16</sup> 11 mai 2008: [www.weltpolitik.net/Regionen/Russland%20und%20Zentralasien/Russische%20Föderation/Grundlagen/Die%20Zukunft%20der%20Achse%20Moskau-Minsk.html](http://www.weltpolitik.net/Regionen/Russland%20und%20Zentralasien/Russische%20Föderation/Grundlagen/Die%20Zukunft%20der%20Achse%20Moskau-Minsk.html)

<sup>17</sup> Country strategy paper, 10 mai 2008 : [http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi\\_csp\\_nip\\_belarus\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi_csp_nip_belarus_en.pdf)

<sup>18</sup> Hett, *Belarus unter Druck*, le 10 mai 2008: [http://www.swp-berlin.org/common/get\\_document.php?asset\\_id=4515](http://www.swp-berlin.org/common/get_document.php?asset_id=4515)

<sup>19</sup> pp.3, Götz, *Nach dem Gaskonflikt*.

<sup>20</sup> pp.187, Shevtsova, *Russia lost in transition*

<sup>21</sup> Country strategy paper, 10 mai 2008 : [http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi\\_csp\\_nip\\_belarus\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi_csp_nip_belarus_en.pdf)

<sup>22</sup> 10 mai 2008: [http://ec.europa.eu/world/enp/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/world/enp/index_en.htm)

<sup>23</sup> 10 mai 2008: [http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi\\_csp\\_nip\\_belarus\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi_csp_nip_belarus_en.pdf)Country strategy paper

<sup>24</sup> Hett, *Belarus unter Druck*, le 10 mai 2008: [http://www.swp-berlin.org/common/get\\_document.php?asset\\_id=4515](http://www.swp-berlin.org/common/get_document.php?asset_id=4515)

<sup>25</sup> Neue Zürcher Zeitung, *Loukachenko konsolidiert seine Macht*, le 18 novembre 2007: [http://www.nzz.ch/nachrichten/international/lukaschenko\\_konsolidiert\\_seine\\_macht\\_1.586634.html](http://www.nzz.ch/nachrichten/international/lukaschenko_konsolidiert_seine_macht_1.586634.html)